

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois . . . . . 12 fr.  
Six mois . . . . . 23  
Un an . . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

# JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉNÉRAL : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois . . . . . 14  
Six mois . . . . . 27  
Un an . . . . . 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne  
RÉCLAMES : 25 centimes  
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et C<sup>o</sup> place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

## BOURSE DE PARIS

DU 31 MAI

3 0/0 . . . . . 55 40  
4 1/2 . . . . . 78 75  
5 0/0 . . . . . 86 75

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

ROUBAIX, 31 MAI 1872

## ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ à l'Assemblée nationale

CANDIDAT

du comité conservateur libéral  
**M. BERGEROT**  
Membre du Conseil général

### BULLETIN QUOTIDIEN

Nous recevons des nouvelles importantes sur l'affaire de l'Alabama. Le Daily-Télégraph publie une dépêche de New-York annonçant que dans un conseil de cabinet, tenu le 29, on a discuté les objections faites par l'Angleterre aux amendements proposés par M. Fish, et a décidé qu'aucune modification à ces amendements ne peut être acceptée.

On lit, en outre, dans le Times : « Nous recevons d'un correspondant bien informé à New-York, le télégramme suivant :

« Le traité peut être considéré comme mort » (sic). Aux objections faites par l'Angleterre, l'Amérique répondra qu'aucunes nouvelles modifications ne peuvent être faites : le Sénat et le président n'en admettront aucune autre. »

Il ne sortira aucune guerre de ce fait, mais il aura malheureusement de fâcheuses arrière-pensées pour corollaire.

La populace de Gallway (Irlande) a parcouru les rues de la ville portant l'effigie du juge Keogh, qu'elle est allée brûler ensuite devant l'hôtel du club du comité. La foule, après avoir brisé les fenêtres de cet hôtel, a attaqué la police, celle-ci a répondu à cette attaque en chargeant la foule et en la dispersant. Ces désordres ont été provoqués par la sentence du juge Keogh, qui a annulé l'élection du capitaine Nolan. Personne n'a été grièvement blessé.

Le journal Le Freeman critique la sentence rendue par le juge Keogh dans l'élection du comte de Galway comme étant injurieuse pour les évêques et les prêtres catholiques.

Voici une nouvelle surprise que nous ménageait l'Espagne. Le maréchal Serrano, désavoué par ses collègues, vient de donner sa démission de président du conseil et de ministre de la guerre. Une dépêche de Madrid nous explique ainsi la nouvelle :

« La convention d'Amorovicta, par laquelle le maréchal Serrano a reconnu aux officiers qui commandent les bandes Carlistes le grade qu'ils ont dans ces bandes, en y comprenant aussi les officiers appartenant à l'armée qui auraient participé à la révolte, a causé ici une grande émotion. On regrette générale-

ment que le maréchal Serrano n'ait pas écouté l'opinion des autorités populaires de Bilbao. On pense que le duc de la Torre, lorsqu'il saura comment cette mesure est appréciée à Madrid, comprendra qu'elle ne peut être maintenue, et agira en conséquence. »

On ne sait encore comment se terminera la crise. — A. R.

### M. Deregnaucourt et le gouvernement de M. Thiers.

Nous avons déjà eu l'occasion de juger dans leur ensemble les votes de M. Deregnaucourt et nous aurons encore à y revenir; mais, dès aujourd'hui, il nous semble bon de rapprocher certain passage de la profession de foi de ce candidat, de l'attitude qu'il a tenue à l'Assemblée nationale.

M. Deregnaucourt nous affirme qu'il « soutiendra le gouvernement actuel si bien représenté par M. Thiers, parce que seul, en préservant des agitations stériles, il hâtera l'évacuation du territoire et ramènera la prospérité du pays. »

Voilà qui est formel, et les électeurs pourraient se laisser prendre à cette promesse, si M. Deregnaucourt ne s'était chargé lui-même d'y donner un éclatant démenti.

Il résulte d'un relevé que nous avons sous les yeux, que le candidat radical a assisté à 14 séances de l'Assemblée et émis 14 votes.

Sur ces 14 votes, 5 n'avaient qu'un intérêt secondaire et ne portaient que sur des questions dans lesquelles le gouvernement n'était pas intervenu.

Dans 9 séances décisives, M. Thiers et les ministres ont voté; Et neuf fois, M. Deregnaucourt a voté contre eux!

Qui veut-on tromper ici? Et comment M. Deregnaucourt peut-il affirmer, avec une telle assurance, son dévouement à un gouvernement qu'il a toujours battu en brèche par ses votes?

L'un des honorables candidats que nous soutenions au 7 janvier, M. Alfred Dupont, avait, lui aussi, promis un concours indépendant à M. Thiers. Il a, lui, tenu sa parole; il n'a pas menti à sa profession de foi.

M. Deregnaucourt a eu une magnifique occasion de démontrer son attachement à la République de M. Thiers; mais son passage à l'Assemblée n'a servi qu'à rendre plus visibles à tous les yeux, les liens qui l'attachent au parti révolutionnaire.

ALFRED REBOUX.

Il importe que les conservateurs redoublent d'activité et d'énergie pour assurer le succès du seul candidat qu'on puisse opposer à la démagogie. Sans doute, il suffirait, à la rigueur, que tous ceux qui ont donné leurs voix à M. Bergerot lui maintinssent leurs suffrages pour assurer son élection.

Mais, à raison même du caractère que la lutte a pris, il importe que la

majorité soit sérieuse en sa faveur, et, pour cela, il est indispensable de combattre à outrance le système d'abstention, qui a eu trop de succès au mois de janvier 1872.

Une statistique relevée dans une circulaire du président du comité conservateur de Lille, M. Bernard, constate qu'à l'élection du 7 janvier 1872, 460,000 électeurs n'ont pas pris part aux votes. Déduction faite des absents; des invalides, etc., il en reste au moins 100,000 qui se sont abstenus sans excuse valable, et qui avaient voté le 8 février 1871. La circulaire ajoute :

Si l'on suppose que l'influence d'une parole sensée eût conduit ces 100,000 électeurs au scrutin, il n'est pas douteux que les trois quarts au moins auraient voté pour MM. Dupont et Bergerot, qui eussent obtenu ainsi une majorité significative.

Les causes de cette déplorable abstention sont le découragement, la fatigue de vivre dans le provisoire, et, le plus souvent, l'aversion contre tout ce qui s'appelle République. Cependant, rien ne préparait mieux les voies à la République gambettiste que la proclamation du nom de M. Deregnaucourt qui, pendant les quarante jours où il a été en possession provisoire de son siège à l'Assemblée jusqu'à l'annulation de son élection, a constamment voté contre la majorité et même contre le gouvernement.

Si, par malheur, il était nommé de nouveau le 9 juin, les ennemis de l'ordre social verraient s'accroître leur confiance et leur audace, car ils ne manqueraient pas de dire que la France est avec eux, et que le département du Nord sert de thermomètre à l'opinion publique.

Une grave responsabilité pèse donc sur tous les bons citoyens, pour peu qu'ils aient d'influence. Aux électeurs qui peuvent écouter leurs avis, ils ont à faire comprendre que le droit électoral n'est pas une chose indifférente, qu'à tout droit est attaché un devoir, et que le devoir ici c'est d'aller voter. (Propagateur.)

On sait qu'une réunion dite des conservateurs républicains a eu lieu mardi dernier à Lille.

Voici en quels termes la *Vraie France* rend compte de cette séance frappée d'avance d'impuissance absolue :

« Nous n'avions ni droit, ni invitation pour assister à la première réunion des conservateurs républicains à la salle des concerts; nous n'en saurions pas un mot si le *Progrès*, qui a des accointances dans ce camp, n'en donnait un procès-verbal probablement fidèle. »

M. le conseiller-député de Marcère président; M. Corne, autre député, s'était excusé. Il y avait de soixante à quatre-vingt personnes. M. le président a lu un long discours dont la première partie était toute consacrée à la glorification de la République comme seul moyen de garantir la stabilité et la reconstruction. Puis, des lieux-communs sur les désastres de l'Empire et sur l'impossibilité apparente d'une restauration. Tout cela s'est fait facilement applaudir par de vieux libéraux et de jeunes républicains.

Après ces conditions générales, M. de Marcère a cherché, dans une improvisation souvent embarrassée, à préciser le but que se proposait l'association projetée.

Ici, l'orateur a été moins heureux, et malgré l'attention prêtée à ses paroles, il n'a guère été possible de savoir d'une façon bien nette le plan et le but du comité.

« Les assistants, dit le *Progrès*, ont bien pu comprendre que le parti conservateur républicain se proposait surtout de contrebalancer l'influence cléricalle et celle des bonapartistes; mais plusieurs personnes se sont demandé pourquoi le nom de démagogie revenait si souvent dans la bouche de l'orateur et celui de démocratie si rarement. »

Après M. de Marcère, plusieurs orateurs ont pris successivement la parole, les uns pour formuler certaines critiques, les autres pour donner des explications plus ou moins concluantes. En somme, chacun semble avoir voulu se tenir sur une prudente réserve.

« On a ensuite décidé la formation d'un comité central de dix-neuf membres fournis par les sept arrondissements. Parmi les membres désignés pour l'arrondissement de Lille, le *Progrès* cite MM. Gustave Lemaitre, E. Desbonnets, Brassart et Verly. Les autres arrondissements n'ont encore produit que des noms, mais point d'acceptations. »

« A en juger par la physionomie de cette première séance et par les résultats et les hommes qu'elle a produits, on peut se demander s'il y en aura une seconde. Elle n'a pu que constater l'impossibilité de constituer un juste — milieu dans la révolution. »

Voici maintenant le compte-rendu du *Progrès* qui, à ce qu'il paraît, n'était pas de la fête. Son exclusion nous montre une fois de plus que, même dans le parti républicain, il y a un groupe qui comprend la nécessité de réagir contre les entraînements radicaux. Nous ne l'avons jamais nié, mais nous croyons fermement que les honnêtes du parti seront débordés et ne pourront rien pour l'ordre, le jour où nous le verrions de nouveau menacé.

Nous ne manquons pas d'exemples à l'appui de notre opinion :

Hier a eu lieu, dans la petite salle des Concerts, une réunion privée organisée par le comité provisoire des conservateurs républicains. Les personnes convoquées étaient seules admises. Nous avons cependant recueilli les renseignements suivants, dont nous pouvons garantir l'exactitude :

« Soixante à quatre-vingts personnes avaient répondu à l'appel du comité. La séance a été ouverte à trois heures et demie par un discours lu par M. de Marcère, député du Nord et président honoraire de la réunion. M. de Marcère avait pris pour thème cette proposition : « La République seule peut nous garantir la stabilité et nous permettre de reconquérir notre indépendance et notre liberté d'action. » Différents passages du discours de M. de Marcère ont été vivement applaudis, surtout ceux qui avaient trait aux désastres causés par l'Empire et à l'impossibilité de ramener la France à la royauté légitime. »

Après ces considérations générales, M. de Marcère a cherché, dans une improvisation souvent embarrassée, à préciser le but que se proposait l'association projetée.

Ici l'orateur a été moins heureux, et, malgré l'attention prêtée à ses paroles, il n'a guère été possible de savoir d'une façon bien nette le plan et le but du Comité. Les assistants ont bien pu comprendre que le parti conservateur républicain se proposait surtout de contrebalancer l'influence cléricalle et celle des bonapartistes; mais plusieurs personnes se sont demandé pourquoi le nom de démagogie revenait si souvent dans la bouche de l'orateur, et celui de démocratie si rarement.

Après M. de Marcère, plusieurs orateurs ont pris successivement la parole, les uns pour formuler certaines critiques, les autres pour donner des explications plus ou moins concluantes. En somme, chacun semble avoir voulu se tenir sur une prudente réserve.

« Il a été décidé que le Comité central, dont le siège sera à Lille, se composerait de dix-neuf membres recrutés parmi les divers arrondissements. Parmi les membres désignés pour l'arrondissement de Lille, on nous cite MM. Gustave Lemaitre, E. Desbonnets, Brassart et Verly. »

« Pour les arrondissements, les choix ne sont pas encore définitifs, l'acceptation de la plupart des membres désignés étant plus que douteuse. »

M. Corne, député, s'était excusé par lettre de ne pouvoir assister à la séance. »

L'*Echo* déclare, de son côté, que la réunion n'avait rien d'électoral et qu'elle n'a pris aucun résolution à propos de l'élection prochaine; eh bien! là, franchement, M. Deregnaucourt n'a pas de chance, le parti républicain modéré met trop de solennité à le lâcher. Ce n'est pas bien. A. H.

### La série des républiques.

Nous extrayons du *Messageur du Nord* les lignes suivantes qui peuvent inspirer de très saines réflexions :

On ne s'explique guère comment M. Thiers, après avoir, comme historien, prononcé le plus implacable réquisitoire qui ait jamais été dit contre un gouvernement de république en France, ait pu, comme chef du pouvoir, proclamer que cette même république est le gouvernement « qui divise le moins. »

Nous ne pouvons supposer qu'il y ait là inconscience de langage, et nous ne voulons pas nous permettre de chercher dans le for intérieur du grand citoyen qui porte en ce moment le fardeau du pouvoir. Cependant, ici comme en toutes choses, il est bon de s'entendre sur une contradiction qui nous paraît dériver en droite ligne de quelque affirmation purement paradoxale.

Un peu d'histoire suffira pour bien établir ce que nous voudrions pouvoir démontrer à chacun :

En jetant, en effet, un simple regard vers les divers essais du gouvernement républicain tentés par les réformateurs du dernier siècle, nous voyons :

- La république de Barnave;
- La république de Vergniaud;
- La république de Condorcet;
- La république de Robespierre;
- La république de Camille-Desmoulins;
- La république de Danton;
- La république de Barrère;
- La république de Babeuf;
- La république de la Convention;
- La république du Directoire;
- La république des Egaux;
- La république du Consulat.

En voici treize pour le moins, sans compter celles que nous pouvons omettre.

Et bien! peut-on franchement arguer en faveur de la république, de son unité et de la parfaite concordance des vues et des intérêts de ceux qui concouraient à son établissement.

Barnave périt sur l'échafaud; Vergniaud périt sur l'échafaud; Robespierre, Camille Desmoulins et Danton périrent, eux aussi, sur l'échafaud;

La Convention fut décimée par le Directoire;

Le Directoire fut absorbé par le Consulat;